

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

20 octobre 2022

PROPOSITION DE LOI

**instaurant une interdiction
du recouvrement forcé
de factures d'énergie**

(déposée par M. Nabil Boukili et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

20 oktober 2022

WETSVOORSTEL

**tot instelling van een verbod
op de gedwongen invordering
van energiefacturen**

(ingediend door de heer Nabil Boukili c.s.)

RÉSUMÉ

Face à la crise des prix de l'énergie, de nombreux ménages vont connaître des difficultés de paiement de leurs factures énergétiques. L'intervention d'huissiers de justice et les actes de recouvrement de ces factures impayées aggraveront encore la situation des ménages n'ayant pas les moyens de régler ces factures. La présente proposition de loi vise donc à interdire les mesures de recouvrement et d'exécution liées aux défauts de paiement de factures énergétiques.

SAMENVATTING

Door de energieprijencrisis zullen veel huishoudens moeilijkheden ondervinden om hun energierekening te betalen. Voor zij die daar het geld niet toe hebben, zal het allemaal nog erger worden als gevolg van het optreden van gerechtsdeurwaarders en van de invordering van de onbetaalde rekeningen. Dit wetsvoorstel beoogt derhalve invorderings- en uitvoeringsmaatregelen vanwege de niet-betaling van energierekeningen te verbieden.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La crise énergétique frappe de plein fouet les particuliers et les petites entreprises. Jour après jour, les prix de l'énergie atteignent de nouveaux records: fin août 2022, le prix du MWh (mégawatt/heure) de gaz naturel s'élevait à 295 euros et celui du MWh d'électricité, à 562 euros¹. À la même date, il était annoncé que la facture annuelle 2023 de certains ménages pourrait atteindre 8000 euros.

Force est, toutefois, de constater que les mesures actuellement prises par les différents gouvernements ne sont pas à la hauteur de la situation.

En effet, à l'approche de l'hiver, un grand nombre de ménages ne savent pas comment ils vont payer leurs factures. Olivia, maman et grand-mère de deux enfants, déclare ainsi: "L'année passée, je payais un acompte de 200 euros par mois et mon fournisseur m'a conseillé de payer 840 euros par mois. C'est juste impossible. Comment voulez-vous que je paye un montant pareil? On a décidé d'augmenter l'acompte à 400 par mois car c'est le maximum qu'on peut mettre. On veut bien payer un peu plus mais là, ce n'est pas réaliste ce qu'on nous demande. Je ne comprends pas comment vont faire les gens de la classe moyenne, ceux qui travaillent et gagnent 1500 euros par mois. Beaucoup de gens vont tomber de haut quand ils vont recevoir leur facture finale. Moi, je suis pour le fait d'arrêter de payer dans ces cas-là." Elle conclut: "Ce n'est pas que je n'ai pas envie de payer, c'est juste que je n'y arriverai pas."²

Léa, habitante de Charleroi, va dans le même sens: "C'est un cercle vicieux. Si je ne paye pas, ça entraînera de plus en plus de frais mais beaucoup de gens ne vont tout simplement plus pouvoir les payer, et c'est ça qui devient inquiétant et stressant... ça fait juste peur."³

David: "Quand tu ne sais plus, tu ne sais plus. Beaucoup de gens avaient déjà du mal à sortir la tête de l'eau mais avec des factures d'énergie comme celles qui vont tomber, on va droit à la catastrophe sociale.

¹ <https://www.rtf.be/article/la-facture-annuelle-de-certains-menages-pourrait-atteindre-8000-en-2023-une-estimation-correcte-mais-a-nuancer-11053725>.

² <https://www.dhnet.be/actu/belgique/2022/09/02/de-plus-en-plus-de-belges-veulent-boycotter-leurs-factures-denergie-ce-nest-pas-quon-ne-veut-pas-cest-quon-ne-peut-pas-payer-6YZ6YOD5ABH73MWOQMUZT7FG34/>.

³ *Ibidem*.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De energiecrisis treft de burgers en de kleine ondernemingen bijzonder hard. Dag na dag bereiken de energieprijzen nieuwe recordhoogtes: eind augustus 2022 bedroeg de prijs per MWh (megawattuur) 295 euro voor aardgas en 562 euro voor elektriciteit.¹ Tegelijk werd aangekondigd dat de jaarlijkse factuur voor 2023 voor sommige huishoudens zou kunnen oplopen tot 8000 euro.

De verschillende regeringen treffen weliswaar maatregelen, maar het staat nu al vast dat ze geen soelaas bieden.

Met de winter in het verschiet weten veel huishoudens immers niet hoe ze hun facturen zullen betalen. Olivia, moeder en grootmoeder van twee kinderen, getuigt: "*L'année passée, je payais un acompte de 200 euros par mois et mon fournisseur m'a conseillé de payer 840 euros par mois. C'est juste impossible. Comment voulez-vous que je paye un montant pareil? On a décidé d'augmenter l'acompte à 400 par mois car c'est le maximum qu'on peut mettre. On veut bien payer un peu plus mais là, ce n'est pas réaliste ce qu'on nous demande. Je ne comprends pas comment vont faire les gens de la classe moyenne, ceux qui travaillent et gagnent 1500 euros par mois. Beaucoup de gens vont tomber de haut quand ils vont recevoir leur facture finale. Moi, je suis pour le fait d'arrêter de payer dans ces cas-là.*" En ze voegt eraan toe: "*Ce n'est pas que je n'ai pas envie de payer, c'est juste que je n'y arriverai pas.*"²

De getuigenis van Léa, inwoonster van Charleroi, is van eenzelfde teneur: "*C'est un cercle vicieux. Si je ne paye pas, ça entraînera de plus en plus de frais mais beaucoup de gens ne vont tout simplement plus pouvoir les payer, et c'est ça qui devient inquiétant et stressant... ça fait juste peur.*"³

En bij David klinkt het: "*Quand tu ne sais plus, tu ne sais plus. Beaucoup de gens avaient déjà du mal à sortir la tête de l'eau mais avec des factures d'énergie comme celles qui vont tomber, on va droit à la catastrophe*

¹ <https://www.rtf.be/article/la-facture-annuelle-de-certains-menages-pourrait-atteindre-8000-en-2023-une-estimation-correcte-mais-a-nuancer-11053725>.

² <https://www.dhnet.be/actu/belgique/2022/09/02/de-plus-en-plus-de-belges-veulent-boycotter-leurs-factures-denergie-ce-nest-pas-quon-ne-veut-pas-cest-quon-ne-peut-pas-payer-6YZ6YOD5ABH73MWOQMUZT7FG34/>.

³ *Ibidem*.

Sans compter la nourriture, l'essence, les besoins de base... c'est très alarmant⁷⁴.

Il est clair que de nombreux ménages ne seront pas en mesure de payer leurs factures d'énergie. Ces défauts de paiement auront pour conséquence la prise de mesure d'exécution par les créanciers: rappels, intervention d'huissiers de justice, condamnations judiciaires, saisies conservatoires ou d'exécution. Les frais de ce type d'intervention sont importants et seront mis à charge des ménages, ce qui aggravera encore leur situation financière.

La présente proposition de loi vise, dès lors, à interdire toute saisie ainsi que toutes voies d'exécution à l'encontre des biens des personnes physiques pour toutes dettes liées à la consommation de produits énergétiques.

Pour la définition des produits énergétiques concernés, il est fait renvoi à l'article 415 de la loi-programme du 27 décembre 2004. Sont donc notamment inclus dans l'interdiction de toutes mesures d'exécution l'électricité (code NC 2716), la houille (code NC 2701), les huiles de pétrole (code NC 2710), les gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux (code NC 2711) ainsi que les hydrocarbures (code NC 2901 et 2902). Y sont ajoutés les produits relevant du code NC 4401 (bois de chauffage sous ses diverses formes, en ce compris les bûches et pellets).

Nabil BOUKILI (PVDA-PTB)
Sofie MERCKX (PVDA-PTB)
Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Roberto D'AMICO (PVDA-PTB)
Nadia MOSCUFO (PVDA-PTB)
Maria VINDEVOGHEL (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)

⁴ *Ibidem.*

*sociale. Sans compter la nourriture, l'essence, les besoins de base... c'est très alarmant.*⁷⁴

Het is duidelijk dat veel huishoudens hun energiefacturen niet zullen kunnen betalen. Schuldeisers zullen vast en zeker overgaan tot uitvoeringsmaatregelen: aanmaningen, interventies van gerechtsdeurwaarders, gerechtelijke veroordelingen, alsook bewarend of uitvoerend beslag. De kosten daarvan lopen hoog op en vallen ten laste van de huishoudens, wier financiële situatie zo nog hachelijker wordt.

Dit wetsvoorstel beoogt derhalve een verbod op eender welke beslaglegging en uitvoeringsmaatregel ten aanzien van goederen van natuurlijke personen vanwege schulden die verband houden met het verbruik van energieproducten.

Voor de definitie van de desbetreffende energieproducten wordt verwezen naar artikel 415 van de programwet van 27 december 2004. Het verbod behelst met name alle uitvoeringsmaatregelen met betrekking tot elektriciteit (GN-code 2716), steenkool (GN-code 2701), aardolie (GN-code 2710), aardgas en andere gasvormige koolwaterstoffen (GN-code 2711) en koolwaterstoffen (GN-codes 2901 en 2902). Daarbij komen nog de producten van GN-code 4401 (brandhout in diverse vormen, met inbegrip van blokken en pellets).

⁴ *Ibidem.*

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Aucune saisie conservatoire ou exécutoire ne peut être pratiquée et aucune voie d'exécution ne peut être mise en œuvre sur les biens des personnes physiques pour toutes dettes de celles-ci liées à la consommation de produits énergétiques au sens de l'article 415 de la loi-programme du 27 décembre 2004 ainsi que de produits relevant du code NC 4401.

3 octobre 2022

Nabil BOUKILI (PVDA-PTB)
Sofie MERCKX (PVDA-PTB)
Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Roberto D'AMICO (PVDA-PTB)
Nadia MOSCUFO (PVDA-PTB)
Maria VINDEVOGHEL (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

Er mag geen bewarend of uitvoerend beslag worden gelegd op en geen uitvoeringsmaatregel worden genomen tegen de goederen van natuurlijke personen voor hun schulden in verband met het verbruik van energieproducten als bedoeld in artikel 415 van de programwet van 27 december 2004 en van de producten van GN-code 4401.

3 oktober 2022